

Dialogue social réforme de l'Etat régional			
Date	05/05/2015	Numéro	2015 - 30
Origine	Guy Barbier – Luc Farré – Alain Parisot		
Destinataires	Fédérations de l'UNSA Fonction publique		
Pièces jointes	Lettre de Marylise Lebranchu aux préfets préfigureurs Circulaire UNSA aux UR		

Essentiel : des instances informelles de dialogue social sont mises en place ; les représentants de l'UNSA seront désignés par les UR.

Dans le prolongement de la communication au Conseil des ministres du 22 avril dernier (cf circulaire UNSA-FP 2015-28 du 23 avril), la Ministre de la Fonction publique a adressé le 28 avril aux sept préfets préfigureurs des nouvelles régions un courrier relatif aux modalités d'organisation du dialogue social informel interministériel local.

Une instance informelle sera ainsi réunie durant toute la phase de préfiguration sur les questions interministérielles intéressant les : **préfectures de région, DIRECCTE, DREAL, DRAAF, DRAC, DRJSCS, DRFIP, Rectorats, ARS.**

Dans chaque région concernée, les préfets préfigureurs devront inviter les OS qui détiennent au moins un siège au CSFPE (FO, FSU, UNSA, CFDT, CGT, Solidaires et CGC) **et** au moins un siège dans l'un des comités techniques de proximité des administrations régionales de l'Etat, pour au moins une des régions fusionnées. L'UNSA sera ainsi représentative dans chaque région.

Il est prévu 2 ou 3 représentants par OS en fonction du nombre de régions fusionnées.

Les UR UNSA seront donc amenées à désigner des représentants afin de répondre aux invitations qu'elles recevront.

Dans cette perspective, une circulaire UNSA, dont copie jointe, leur est adressée ce jour. Elle précise en particulier : *« Il appartiendra donc à chaque UR UNSA de désigner nos représentants pour tenir notre place dans ce dialogue, en se coordonnant évidemment entre les UR actuelles concernées. Il est prévu 2 ou 3 représentants en fonction du nombre de régions fusionnées. Nous souhaitons que soient choisis, dans la mesure du possible, des représentants de syndicats ou fédérations de fonctionnaires d'Etat concernés différents et de régions différentes. Surtout, et c'est l'essentiel, ceux-ci doivent être en capacité de représenter, au-delà de leur propre champ syndical et de leur région actuelle d'affectation, l'ensemble de nos syndicats touchés et l'ensemble des actuelles régions impactées et d'être force de propositions. Cela signifie qu'ils devront prendre leur attache afin de bien connaître leurs inquiétudes, interrogations, réflexions et propositions pour en faire une synthèse et être leurs porte-paroles auprès des préfets régulateurs lors des réunions de concertation prévues. »*

En conséquence, votre attention est appelée sur la nécessité d'alerter vos responsables régionaux et/ou nationaux en charge de ce dossier, en vue de se rapprocher rapidement des UR en question (à titre d'exemple, un préfet préfigureur vient déjà de convier une UR à une réunion le 6 mai).

Par ailleurs, la représentativité s'appréciant pour partie sur la base des sièges détenus dans les CT des régions concernées, il conviendrait de communiquer aux UR comme à l'UNSA Fonction publique leur composition.

Enfin, il est souhaitable que remontent à l'UNSA Fonction publique les divers comptes rendus ou documents de travail liés à ces prochaines réunions, ainsi que les échanges ayant pu avoir lieu en CTM sur ce sujet. En effet, les réunions au niveau cabinet ou DGAFF (groupe de suivi CSFPE de la réforme territoriale de l'Etat par exemple), auxquelles l'UNSA Fonction publique est amenée à participer, nécessitent ces remontées d'information ainsi que le signalement des dysfonctionnements.